

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 15 février 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10 novembre 2022

Contexte et constats

Publié sur 

Cristalleries de Saint-Louis
Rue Coetlosquet
57620 Saint-Louis-Lès-Bitche

Références : SAINT-LOUIS-LES-BITCHE_CRISTALLERIES-DE-SAINT-LOUIS_2023-02-13_RAPVI_GSB_24447(1)
Code AIOT : 0006201804

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 novembre 2022 dans l'établissement Cristalleries de Saint-Louis implanté Rue Coetlosquet 57620 Saint-Louis-Lès-Bitche. L'inspection a été annoncée le 15 septembre 2022. Cette partie « contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est effectuée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Cristalleries de Saint-Louis
- Rue Goetlosquet 57620 Saint-Louis-Lès-Bitche
- Code AIOT : 0006201804
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non IED

La Compagnie des cristalleries de Saint-Louis exploite à Saint-Louis-Lès-Bitche (57620) une cristallerie soumise à autorisation environnementale.

Au titre des ICPE, elle est réglementée par l'arrêté préfectoral modifié DCAT/BEPE/N°2021-172 du 17 août 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- confinement des eaux d'extinction incendie, rejets atmosphériques et liquides, consommation d'eau et prescriptions en période de sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consignes de sécurité - mise en œuvre du confinement des eaux	Arrêté préfectoral du 17 août 2021, article 7.5.4	observation	sans objet
2	Formation du personnel - mise en œuvre du confinement des eaux	Arrêté préfectoral du 17 août 2021, article 7.3.3	observation	sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Entretien des moyens de prévention - mise en œuvre du confinement des eaux	Arrêté préfectoral du 17 août 2021, article 7.5.2	observation	sans objet
4	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté préfectoral du 17 août 2021, article 9.2	observation	sans objet
5	Autosurveillance des rejets liquides	Arrêté préfectoral du 17 août 2021, article 4.3.4.2, 4.3.4.5, 9.4 et 4.1.4.6	observation	sans objet
6	Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvements	Arrêté préfectoral du 17 août 2021, article 4.1.1 et 4.1.2	observation	sans objet
7	Sécheresse - limitation provisoire de certains usages de l'eau	Arrêté préfectoral du 17 août 2021, article 4.1.4.1, 4.1.4.4 et 4.1.4.5	/	sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ne suscitent pas d'observation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consignes de sécurité - Mise en œuvre du confinement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17 août 2021, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels - Confinement des eaux d'extinction incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Constat 2 – visite du 26 octobre 2021 - observation
Prescription contrôlée : Consignes de sécurité: [...] Ces consignes indiquent notamment: - [...] <ul style="list-style-type: none"> - Les consignes doivent indiquer notamment la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. <p>Lors de la visite du 26 octobre 2021, l'exploitant a présenté la procédure « guide de confinement des eaux incendie » en cours de validation et indique qu'elle est disponible sur leur intranet qualité et qu'elle sera, une fois validée, insérée dans le classeur du poste de garde où la présence de personnel est permanente.</p>
Constats : l'inspection constate que la procédure G6 « guide de confinement des eaux incendie » à l'indice C du 9 mars 2022 est disponible dans le classeur du poste de garde où la présence de personnel est permanente.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 2 : Formation du personnel - Mise en œuvre du confinement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17 août 2021, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels - Confinement des eaux d'extinction incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Constat 3 – visite du 26 octobre 2021 - observation
Prescription contrôlée : <u>Formation du personnel:</u> Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. [...] Cette formation comporte notamment [...] des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité [...]. Lors de la visite du 26 octobre 2021, l'exploitant a indiqué que : <ul style="list-style-type: none">- un exercice de mise en place effective des moyens de confinement a été réalisé la semaine précédente (semaine 42) avec deux personnes du service maintenance chargé de la première intervention en cas de sinistre. Le compte-rendu de cet exercice doit encore être formalisé ;- le retour d'expérience de l'exercice doit conduire à modifier des dispositions matérielles (rejet de la pompe de cave dans le bassin de confinement, support de manches de rejet, etc.) ;- une fois la procédure de confinement des eaux incendie validée, l'ensemble du personnel du service maintenance et de gardiennage sera formé, avec pour échéance la fin du mois de novembre 2021.
Constats : l'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none">- l'ensemble du personnel du service maintenance (9 personnes) a été formé en février / mars 2022, à l'exception du chef du service maintenance nouvellement arrivé qui sera également formé ;- un exercice de mise en place effective des moyens de confinement a été réalisé le 7 juillet 2022 ; 6 personnes ont été formées à la pratique et assurent une astreinte en double dans l'attente de la formation des autres équipiers.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 3 : Entretien des moyens de prévention - Mise en œuvre du confinement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17 août 2021, article 7.5.2
Thème(s) : Risques chroniques - Confinement des eaux d'extinction incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Constat 4 – visite du 26 octobre 2021 - observation
Prescription contrôlée : <u>Entretien des moyens d'intervention</u> [...] L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques des matériels utilisés pour la mise en œuvre du confinement des eaux d'extinction incendie. [...] Lors de la visite du 26 octobre 2021, l'exploitant a indiqué que le constructeur de la pompe de relevage des eaux incendie préconise une maintenance triennale et qu'il va mettre en place un essai périodique de la pompe. Constats : l'exploitant rappelle que le constructeur de la pompe de relevage des eaux incendie préconise une maintenance triennale et indique que la pompe fera l'objet d'un essai périodique annuel en eau dès 2022, à l'occasion d'un exercice par exemple. Un essai a effectivement été réalisé à l'occasion de l'exercice réalisé en 2022. Cela n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : sans suite

Proposition de suites : sans objet

N° 4 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17 août 2021, article 9.2

Thème(s) : Risques chroniques -Rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé : Constat 5 – visite du 26 octobre 2021 - observation

Prescription contrôlée :

Autosurveillance des émissions atmosphériques:

Un contrôle annuel des rejets atmosphériques est réalisé par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées. Ce contrôle porte sur l'ensemble des paramètres définis au chapitre 3.2 du présent arrêté.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses, moyens dont la durée est une caractéristique de l'équipement représentative des conditions d'exploitation.

Lors de la visite du 26 octobre 2021, l'inspection des installations classées a observé que :

- les rapports d'analyse 2021 sont en version projet ;
- les éléments relatifs aux conditions de fonctionnement des installations pendant la mesure ne permettent pas de s'assurer que les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent aux allures représentatives de fonctionnement stabilisé de l'installation (annexe IV de l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 modifié portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère) ;
- pour le rejet 10, le débit (14 700 Nm³/h) est très inférieur au débit nominal (40 000 Nm³/h) et la vitesse d'éjection (6,9 m/s) est insuffisante (VLE de 8 m/s) ;
- les rapports relatifs aux rejets 5, 6a et 14 sont manquants.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que :

- les rapports définitifs préciseront les éléments relatifs aux conditions de fonctionnement ;
- les mesures des rejets 5, 6a et 14 ont été réalisées la semaine précédente (semaine 42) et que les résultats ne sont pas encore disponibles.

L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'il lui appartient de :

- procéder à la déclaration des incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement et de l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2021 précité l'autorisant à poursuivre l'exploitation de ses installations ;
- transmettre à l'inspection des installations classées les résultats commentés des mesures réalisées dans le mois qui suit leur réception, en application de l'alinéa 2 de l'article 9.8 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2021 précité, avec les actions correctives prises et les propositions éventuelles d'amélioration.

Constats : par courriel du 16 septembre 2022, l'exploitant transmet, à la demande de l'inspection, les rapports d'analyse 2021 finalisés et indique que les contrôles de rejets atmosphériques pour 2022 démarreront la semaine du 19 septembre 2022 (1^{ère} campagne) et la semaine du 21 novembre 2022 (2^{ème} campagne).

Les résultats du contrôle des rejets 2, 5, 6a, 6b, 14, 28, 28b et 33 n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection, excepté, pour certains émissaires, un débit inférieur au débit nominal fixé à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2021 ; les débits sont toutefois fonction des équipements en exploitation lors des contrôles.

Concernant le rejet 10 (aspiration halle), l'inspection observe une vitesse d'éjection minimale insuffisante (6,9 m/s au lieu de 8 m/s) et un débit inférieur au débit nominal fixés à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2021.

L'exploitant indique qu'il s'agit d'un problème de métrologie ; le bureau de contrôle Ginger Leces rapporte que "les longueurs droites amont / aval sont insuffisantes, l'incertitude de mesures sur le débit et les flux de polluants augmente".

L'exploitant précise que dans le cadre du nouveau four projeté, des travaux seront à réaliser sur

les rejets (rallonge du conduit de fumée, création d'une plateforme pour les mesures, etc.) permettant de disposer d'un emplacement de mesure conforme.
Observations : l'inspection rappelle à l'exploitant que les mesures ont une périodicité annuelle (les échéances sont dépassées pour le contrôle des rejets 2, 6b, 10, 28, 28b et 33).
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 5 : Autosurveillance des rejets liquides

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17 août 2021, article 4.3.4.2, 4.3.4.5, 9.4 et 4.1.4.6
Thème(s) : Risques chroniques - Rejets liquides
Point de contrôle déjà contrôlé : Constat 6 – visite du 26 octobre 2021 - observation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors de la visite du 26 octobre 2021, l'inspection des installations classées a constaté, concernant le rejet n°3 (eaux usées industrielles et eaux pluviales provenant du parc à calcin et du parc des pots usagés), que les derniers résultats renseignés (5 août 2021) présentent un pH (5,42) trop bas (VLE à 5,5).</p> <p>L'exploitant n'a pas trouvé d'origine à cette valeur et considère qu'en l'absence de modification du process, la mesure de la sonde a probablement été impactée par les coupures de courant intervenues sur site (panne des mesures du rejet des 1^{er} au 4, et 7 et 8 août 2021).</p> <p>L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'il lui appartient de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - procéder à la déclaration des incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement et de l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2021 précité l'autorisant à poursuivre l'exploitation de ses installations ; - compléter l'application GIDAF avec les résultats commentés des mesures réalisées dans le mois qui suit leur réception, en application de l'alinéa 1 de l'article 9.8 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2021 précité, avec les actions correctives prises et les propositions éventuelles d'amélioration. <p>Suivi des rejets en lien avec l'article 4.1.4.6 pendant la période de sécheresse.</p> <p>Constats : les résultats de la surveillance au moins annuelle des eaux pluviales (rejet 1 - article 4.3.4.2 : matières en suspension et hydrocarbures) n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.</p> <p>Les résultats de la surveillance des eaux industrielles et pluviales du parc à calcin et du parc des pots usagés (rejet 3 - article 4.3.4.5 : pH, débit, DCO, DBO5, matières en suspension et hydrocarbures, métaux, etc.) appellent les observations suivantes de la part de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les derniers résultats disponibles sur l'application GIDAF sont ceux du mois d'août 2022 : l'inspection rappelle que l'application GIDAF doit être complétée avec les résultats commentés des mesures réalisées dans le mois qui suit leur réception. L'application GIDAF est complétée en ce sens post-inspection ; - le pH (>9) est trop haut (VLE à 9) du 6 au 10 août : l'exploitant n'explique pas cette valeur et indique que cela correspond à la période estivale d'arrêt du site qui se trouve sans activité et sans rejet. L'application GIDAF est complétée en ce sens post-inspection. La sonde pH a été remplacée en octobre 2022 et fait l'objet d'étalonnage régulier ; - pour sa part, l'inspection doit modifier le cadre de surveillance de l'application GIDAF pour ajouter les paramètres azote total, aluminium, fer+aluminium et hydrocarbures totaux et modifier les VLE applicables prescrites par l'arrêté préfectoral du 17 août 2021. <p>Concernant les paramètres mercure, plomb et étain, disposant d'une surveillance renforcée hebdomadaire et de VLE particulières en concentration et en flux en cas de situation hydrologique critique, dès le dépassement du seuil d'alerte (article 4.1.4.6), soit du 30 juillet 2022 au 28 septembre 2022 (cf. constat n°7), l'exploitant transmet post-inspection le bilan de l'alerte sécheresse avec les résultats de la surveillance renforcée. Ces résultats n'appellent pas</p>

d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 6 : protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17 août 2021, article 4.1.1 et 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques - Eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Constat 7 – visite du 26 octobre 2021 - observation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, doivent être limités à des débits maximaux horaires et journaliers. Les installations de prélèvement d'eau doivent ainsi être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.</p> <p>Lors de la visite du 26 octobre 2021, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des débits maximaux horaires et journaliers.</p> <p>L'exploitant a indiqué que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les prélèvements d'eau proviennent de la nappe phréatique (2 puits, équipés de 3 compteurs) et du réseau public (9 compteurs), relevés manuellement mensuellement ; - un plan d'action doit permettre pour la fin de l'année 2021 / début 2022 de mettre en place un télérelevage des compteurs d'eau du site. <p>L'inspection des installations classées a observé que les consommations relevées indiquent une consommation annuelle très en deçà de la quantité maximale autorisée et n'a pas proposé de suite à ce stade. Il a été demandé à l'exploitant de justifier des dispositions prises pour permettre le respect des débits maximaux horaires et journaliers prélevés dans un délai de 3 mois. Par courrier du 28 mars 2022 adressé à l'inspection, l'exploitant a indiqué retenir la mise en place, durant l'été 2022, d'une GTC et d'une supervision permettant respectivement de collecter automatiquement les données et de les analyser avec un système d'alerte (les données de consommation sont relevées toutes les 10 minutes et récupérées une fois par jour.</p> <p>Constats : l'inspection des installations classées a observé, cette année encore, une consommation annuelle très en deçà de la quantité maximale autorisée.</p> <p>Concernant les dispositions prises pour permettre le respect des débits maximaux horaires et journaliers prélevés, l'exploitant indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - malgré ses engagements et sa volonté de faire fonctionner au plus vite l'installation du système de télérelevage pour la collecte des données de consommation horaire des compteurs d'eau, le planning initialement annoncé n'a pas pu être respecté dans les délais annoncés ; - ce retard s'explique notamment par le respect de la politique de sécurité des données du groupe, nécessitant une étude et un accord pour la bonne intégration des équipements envisagés aux systèmes existants, le remplacement du serveur de collecte de données, géré par le groupe, permettant de collecter les informations de relevés compteurs, et par les délais d'approvisionnement du matériel de comptage, anormalement allongés compte-tenu de la conjoncture actuelle ; - conformément au planning détaillé remis, l'installation du système sera achevée avant la fin de l'année, semaine 51 au plus tard et qu'il confirmera à cette occasion le bon fonctionnement du dispositif de télérelevage et fera parvenir le premier rapport récapitulatif des évolutions de débits observés ; - pour assurer l'inspection de son engagement à se conformer au plus tôt aux prescriptions applicables au site et, à titre compensatoire, il assurera dès à présent un relevé manuel quotidien des compteurs pour prévenir de toute dérive de consommation qui pourrait alerter d'un incident ou d'un dysfonctionnement. <p>Par courriel du 23 décembre 2022, l'exploitant adresse à l'inspection les informations complémentaires relatives à la mise en œuvre de la solution de télérelevage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les prestations d'installation de matériel, câblage et programmation ont été réalisées suivant le planning précédemment transmis ;

- l'exploitant a un accès à distance et un enregistrement des relevés compteurs ; la supervision graphique est en cours de réglage. La mise en oeuvre effective du dispositif de mesure sera vérifiée à l'occasion d'une prochaine visite de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 7 : Sécheresse - limitation provisoire de certains usages de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17 août 2021, article 4.1.4.1, 4.1.4.4 et 4.1.4.5
Thème(s) : Risques chroniques - Eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'arrêté préfectoral 2022-DDT/SABE/EAU N°34 du 29 juillet 2022 portant limitation provisoire de certains usages de l'eau place les zones de gestion "Sarre" et "Lauter, Sauer, Moder et Zorn", situées dans le département de la Moselle, définies à l'article 3 de l'arrêté préfectoral 2022-DDT/SABE/EAU N°21 du 14 juin 2022, en situation d'alerte, à compter du 30 juillet 2022 et jusqu'au 28 août 2022.</p> <p>L'arrêté préfectoral 2022-DDT/SABE/EAU N°44 du 27 août 2022 maintient ces dispositions jusqu'au 28 septembre 2022. Ces dispositions ont été levées à compter du 29 septembre 2022.</p> <p>L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 27 août 2022 renvoie, pour les ICPE disposant de spécifications de fonctionnement en période de sécheresse, aux dispositions spécifiques relatives à la gestion de la ressource en eau prévues dans leurs autorisations administratives. L'article 4.1.4.1 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2021 prescrit les dispositions suivantes :</p> <p>"Lors du dépassement du seuil d'alerte, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau ; - renforcement de la sensibilisation du personnel sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ; - interdiction de laver les véhicules de l'établissement ; - interdiction de laver les abords des installations de production à l'eau claire ; - report des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau ; - interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau ; - mise en place d'une mesure quotidienne, à heure fixe et en journée, de la température en amont et aval du point de rejet des effluents. (...) <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, sous un délai de 1 semaine à compter du dépassement du seuil d'alerte, un rapport avec l'ensemble des informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les débits de prélèvements effectifs en situation normale de fonctionnement, à comparer avec les débits de prélèvement autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ; - le débit rejeté (% de la quantité prélevée), lieu de rejet (si différent du prélèvement) ; - le delta de T° entre prélèvement et rejet, en précisant le lieu de mesure de ces T° ; - le débit minimum nécessaire pour assurer l'activité en marche normale du site ; - le débit en marche dégradée ; - le débit de sécurité si existant ; - la période d'arrêt estival des activités pour raison de congés par exemple ... <p>Les quantités seront données en m³/jour ou m³/heure avec le nombre d'heures de rejets d'effluents par jour. L'exploitant peut ajouter à ces données toutes celles qui lui semblent pertinentes pour apprécier son impact sur les milieux aquatiques.</p> <p>L'exploitant propose dans son rapport d'une part des mesures de réduction de consommation d'eau (le recyclage de certaines eaux de nettoyage, la modification de certains modes opératoires...) et d'autre part des dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux en cas de déclenchement du seuil d'alerte renforcée (écrêtement des débits de rejet ou une rétention temporaire des effluents...). "</p> <p>Article 4.1.4.4 : "l'exploitant accuse réception à l'Inspection des installations classées de l'information de déclenchement d'une situation d'alerte ou d'une situation d'alerte renforcée ou</p>

d'une situation de crise par la préfecture et confirme la mise en œuvre des mesures prévues aux articles 4.1.4.1, 4.1.4.2 et 4.1.4.3 ci-dessus."

Article 4.1.4.5 : "un bilan environnemental sur l'application des mesures prises sera établi par l'exploitant après chaque arrêt de situation d'alerte.

Il comportera un volet quantitatif des réductions des prélèvements d'eau et /ou qualitatif des réductions d'impact des rejets et sera adressé à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois."

Constats : l'exploitant confirme avoir été informé du début (courriel du 1^{er} août 2022) et de la fin (courriel du 29 septembre 2022) de la période d'alerte.

L'exploitant a déposé le 8 août 2022 un dossier sur le site www.demarches-simplifiees.fr - « ICPE - mise en œuvre des mesures "sécheresse" - déclenchement du stade "alerte" ».

Lors de la visite, l'exploitant indique que son bilan sécheresse est finalisé et qu'il va l'adresser à l'inspection. Post-inspection, par courriel du 25 novembre 2022, l'exploitant a adressé son bilan sécheresse.

Cela n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : sans suite

Proposition de suites : sans objet